

## **TOGO - POLITIQUE - Faure Gnassingbé : cartes sur table**

15/02/2010 19:15:19 - Jeune Afrique | Par : *Propos recueillis à Lomé par François Soudan*

**À l'approche de l'élection présidentielle togolaise du 28 février, le chef de l'État et candidat à sa propre succession parle pour la première fois des dossiers sensibles. Olympio, Yamgnane, ses relations avec son frère Kpatcha, Paris... le ton est mesuré mais ferme. En revanche, l'attaque contre la sélection nationale de football au Cabinda et l'attitude de la CAF le font sortir de ses gonds.**

Journée ordinaire à Lomé, en ce mercredi 3 février, sous le soleil de plomb de la saison sèche. Rien n'indique ici qu'une **élection présidentielle** est prévue pour dans trois semaines : ni affiches, ni banderoles, ni tee-shirts, seulement le bourdonnement incessant des zémidjans, les motos-taxis, le long des artères encombrées de travaux. La veille, pourtant, la Cour constitutionnelle a rendu publique la liste des sept candidats au scrutin du 28 février. N'y figurent ni Gilchrist Olympio – ce qui était prévu et que nul ne conteste – ni, ce qui l'était beaucoup moins, **Kofi Yamgnane**. Mais si l'élimination de l'ancien secrétaire d'État, ex-député et ex-maire franco-togolais, revenu au pays après quarante-cinq ans d'absence, pour un détail technique sur lequel les magistrats auraient sans doute pu, avec un peu de bonne volonté, se montrer plus conciliants, a soulevé une certaine émotion à Paris, il n'en est rien ou presque à Lomé, où l'opposition traditionnelle dissimule mal sa sourde satisfaction de voir cet empêchement de contester en rond s'effacer de la scène contre son gré. Ici comme ailleurs, les perceptions locales ont souvent peu de choses à voir avec celles que pensent traduire les médias du Nord...

L'homme qui nous reçoit dans un salon de sa résidence privée, juste en face du palais désert de Lomé-2, où rôde encore le souvenir de son père, se veut donc serein. À 43 ans, Faure Gnassingbé, fils d'Eyadéma, remet en jeu un mandat obtenu en 2005 dans des conditions que lui-même qualifie d'« épouvantables », et qui coûtèrent la vie à un demi-millier de ses compatriotes. Cette fois, ce célibataire timide et sportif, diplômé en gestion, dont le style politique et la sincérité démocratique se veulent en rupture totale avec ceux de son baobab de père – il a aboli la peine de mort, libéralisé les médias et supprimé la célébration du coup d'État du 13 janvier 1963 au cours duquel fut assassiné le président Sylvanus Olympio –, compte bien combler son déficit de légitimité et remettre le Togo sur les rails du développement. Mais pour cela, il lui faudra auparavant l'emporter, face à des candidats incapables de s'entendre, dans le cadre d'une élection incontestable.

Peu porté sur la communication – « c'est mon principal défaut », admet-il –, Faure Essozimna Gnassingbé n'avait pas donné d'interview depuis plus de trois ans. C'était à *Jeune Afrique*, en décembre 2006. Et c'est avec *Jeune Afrique* qu'il rompt le silence.

**Jeune Afrique : Il y a tout juste cinq ans, le 5 février 2005, votre père, Gnassingbé Eyadéma, décédait à bord de l'avion présidentiel. Son ombre flotte-t-elle toujours sur le Togo ?**

**Faure Gnassingbé :** Je crois que oui, même si la classe politique, la façon de faire de la politique et la nature même du régime ont beaucoup changé. Son ombre flottera encore un bon moment tant il est vrai qu'en trente-huit ans de pouvoir il a façonné ce pays, ses hommes, son histoire, sa géographie et son économie. D'une manière ou d'une autre, qu'on le veuille ou non, nous sommes tous des enfants d'Eyadéma.

**L'héritage, en ce qui vous concerne, n'est-il pas trop lourd à assumer ?**

C'est l'affaire des commentateurs. Ils ont naturellement tendance à me comparer à mon père, dans un sens positif ou négatif. Moi, lorsque je prends une décision, je ne me demande jamais ce qu'il aurait fait à ma place. Pour le reste, avouez que la rupture est profonde.

**L'élection présidentielle est prévue pour le 28 février, dans trois semaines. Un report est-il envisageable ?**

Non. La liste électorale définitive sera publiée le 14 février et nous ferons tout pour que les délais constitutionnels soient tenus.

**L'opposition continue de réclamer un scrutin à deux tours. Pourquoi ne lui avez-vous pas donné satisfaction ?**

Ce n'est pas une revendication inacceptable, mais quand elle a été posée, à quelques mois de l'élection, il était trop tard pour modifier la Constitution en ce sens, tout en respectant les échéances. Et puis, dans le contexte togolais actuel, il est sans doute plus sage de s'en tenir à un seul tour : cela réduit la période de tensions et cela réduit aussi les coûts. Maintenant, je ne suis pas hostile à ce que nous ayons, ultérieurement, une réflexion sur ce sujet.

**Craignez-vous des violences ?**

Le Togo sera jugé sur sa capacité à transformer l'essai des **élections législatives** pacifiques d'octobre 2007. À cet égard, les leçons de la dernière élection présidentielle d'avril 2005 ont été retenues. Les quelque six mille hommes chargés de sécuriser les opérations de vote seront placés

sous le commandement de la Commission électorale nationale indépendante, la Ceni, et ils ont tous reçu une formation au maintien démocratique de l'ordre.

#### **La Ceni est-elle vraiment indépendante ?**

Sa composition est directement issue de l'accord politique global de Ouagadougou conclu en août 2006. Elle est donc l'émanation consensuelle des partis représentés à l'Assemblée nationale.

#### **Gilchrist Olympio, votre adversaire numéro un, a été éliminé de la course pour ne pas avoir pu se soumettre à la visite médicale obligatoire.**

Il n'a pas été éliminé, il s'est éliminé pour des motifs de santé totalement indépendants de ma volonté.

#### **Tout de même, on aurait pu s'arranger, non ?**

Quand on veut crédibiliser les institutions, on ne s'arrange pas avec les textes de loi. Le Togo n'est pas un État où règne l'informel.

#### **Il n'empêche : voilà un rival sérieux écarté. J'imagine que cela vous soulage.**

Écoutez, j'ai fait ce que je devais faire, à savoir créer les conditions pour que M. Olympio puisse se présenter. Ce n'est pas ma faute s'il n'a pas fait sa part du chemin.

#### **Et cela donne tort désormais à ceux qui décrivent la vie politique togolaise comme un affrontement perpétuel entre les Gnassingbé et les Olympio...**

Si vous voulez. Quoique le sentiment selon lequel Gilchrist Olympio était la victime de persécutions de la part du pouvoir n'eût déjà plus de raison d'être. Et puis, ne vous inquiétez pas : il continuera à jouer un rôle dans la vie politique du pays.

#### **Autre adversaire hors jeu : Kofi Yamgnane, pour des raisons de dates de naissance différentes entre ses papiers français et togolais. Un commentaire ?**

La Cour constitutionnelle a fourni les explications techniques de cette non-qualification. Je n'ai rien à ajouter.

#### **Même lorsque l'intéressé crie à l'injustice ?**

C'est ce qu'il dit, effectivement. Je crois, moi, que la Cour a agi de bonne foi et que ses arguments sont solides. Lisez donc les attendus de sa décision avant de juger.

#### **Pour Kofi Yamgnane, sa candidature a suscité chez vous un sentiment de panique. D'où son élimination.**

Cela me fait sourire. Ce monsieur a parcouru le Togo en tous sens et en toute liberté. Il a donc pu se rendre compte qu'il n'y était guère connu, au point qu'il lui a fallu parfois décliner son identité devant des électeurs qui n'avaient jamais entendu parler de lui. Objectivement, ce n'était pas un candidat sérieux.

#### **Il risquait de vous prendre des voix dans le Nord, chez les Bassaris.**

Rien n'est moins sûr. Au-delà de ce que **Kofi Yamgnane** déclare aux médias français, il sait lui-même qu'il n'avait aucune chance de bien figurer.

#### **Le considérez-vous comme togolais ?**

Oui, parce qu'il est né au Togo. Mais il est beaucoup plus français que togolais. C'est en France qu'il a le plus longtemps vécu, qu'il a mené la carrière que l'on sait avec une certaine réussite et qu'il est à la retraite.

#### **Quelles étaient ses relations avec votre père ?**

Bonnes. Il venait le voir souvent, ils étaient amis et le président Eyadéma l'a soutenu dans son parcours politique français. Moi-même, j'ai eu par le passé quelques contacts courtois avec lui, avant de mesurer toute la différence entre ce qu'il disait en privé et ce qu'il disait en public.

#### **Vous êtes, dit-il, « craché » et « vomi » par les Togolais, « pire » que votre père...**

N'attendez pas de moi que je commente des insultes.

#### **Selon Kofi Yamgnane, le président de la Cour constitutionnelle, Aboudou Assouma, aurait subi des pressions directes de la part des militaires pour invalider sa candidature.**

C'est faux, inconcevable. Et c'est bien mal connaître le président de la Cour que de croire qu'il aurait pu être sensible à de telles pressions.

#### **Redoutez-vous une candidature unique de l'opposition ?**

Non.

#### **La multiplicité des candidatures fait tout de même votre affaire.**

Je ne fais rien, ni pour, ni contre ce phénomène.

#### **Va-t-on à nouveau constater une fracture entre les deux Togo : le Nord majoritairement pour vous et le Sud à l'opposition, comme en 2005 et en 2007 ?**

Je mets tout en œuvre pour réduire ce clivage. On peut vivre avec, bien sûr, comme le Bénin et le Ghana. Mais dans ces deux pays, les effets néfastes ont été atténués par le jeu des institutions et la manière avec laquelle les acteurs évoluent dans le champ politique. Chez nous, je crois que la nouvelle génération s'oriente vers ce genre de comportement. Moi-même, de par mes filiations

paternelle et maternelle, je n'ai pas ce type de problème. Je pense Togo en général, pas en particulier.

**Qui est votre principal rival ?**

J'ai le même respect pour tous, je ne distinguerai donc personne.

**Jean-Pierre Fabre ne vous ménage pas...**

C'est vrai. Mais on peut, je l'espère, faire de la politique autrement : se combattre sans s'invectiver. Je respecte **Jean-Pierre Fabre**.

**EtYawovi Agboyibo, qui fut votre Premier ministre ?**

Idem. D'autant qu'il fut un bon Premier ministre qui a eu, lors des législatives de 2007, un comportement de démocrate et de républicain. Les résultats l'ont déçu. Il les a acceptés.

**Autre ex-Premier ministre candidat contre vous : Agbéyomé Kodjo. Lui n'hésite pas à dire que vous êtes « l'expression de la duplicité et de l'incompétence ».**

Vous ne me ferez pas sortir de mes gonds. Je crois qu'il finira par me rejoindre sur la voie de la modération. Je veux gouverner avec tous les Togolais, y compris les amis d'**Agbéyomé Kodjo**.

**Si vous êtes élu, tendrez-vous la main à vos opposants dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale ?**

Je l'ai déjà fait et je le referai. C'est dans la logique de ce qui précède.

**Avec le même Premier ministre, Gilbert Houngbo ?**

Nous verrons. Une chose est sûre : il n'a pas démérité de ma confiance, loin de là.

**Envisagez-vous de perdre ?**

Ce qui est prioritaire pour moi, c'est de réussir une élection crédible, honnête et transparente. Si je passe à la postérité pour cela, je serai satisfait. Le reste, c'est un peu la cerise sur le gâteau, la récompense de mes efforts.

**Si la présidentielle du 28 février est ce que vous dites, ce sera une première dans l'histoire du Togo. Celle du 24 avril 2005, qui vous a porté au pouvoir, a été une tragédie...**

Elle fut épouvantable. **Les violences**, d'où qu'elles viennent, sont une calamité. Il appartiendra à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation de dire réellement ce qui s'est passé.

**Cette commission, que vous avez créée, est chargée d'enquêter sur les crimes politiques commis au Togo entre 1958 et 2005. Y compris, donc, ceux qui ont été commis sous le règne de votre père...**

Cela va de soi. Avant, pendant et après Eyadéma.

**On a l'impression que le Rassemblement du peuple togolais (RPT), ancien parti unique, aujourd'hui majoritaire, vous sert et vous gêne à la fois. À tort ?**

La vérité est que je veux faire appel, pour être élu, à d'autres forces que le seul RPT. Non pas pour les substituer au RPT, mais pour le compléter. Je pense quelque part que le RPT et l'Union des forces de changement (UFC), le parti d'Olympio, font partie du problème togolais et que ces deux formations doivent évoluer pour faire partie de la solution. Le RPT a eu le courage de s'ouvrir en interne à un débat qui est difficile, parfois douloureux. Il doit aller jusqu'au bout.

**Vous êtes en retard sur les objectifs économiques et sociaux que vous vous étiez fixés il y a cinq ans. En êtes-vous conscient ?**

J'en suis le premier conscient, mais ce constat ne sert à rien si on en ignore les causes. Pendant deux ans, jusqu'aux législatives de 2007, nous nous sommes attelés à résoudre un préalable. Il fallait absolument assainir le climat politique, combler le déficit démocratique et réamorcer le dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Ces élections non contestées de 2007 ont débouché sur une reprise de la coopération avec les bailleurs de fonds, donc sur les prémices d'une relance économique. Celle-ci n'était pas envisageable avant d'avoir réglé la question politique. Aujourd'hui, le Togo est redevenu crédible.

**Les Togolais, eux, attendent encore les effets concrets de ce redémarrage.**

Vous êtes trop schématique. Ce n'est pas le cas des investisseurs privés, qui ont vu leur dette remboursée par l'État, ni des parents d'élèves, qui bénéficient de la gratuité de l'école, ni des paysans, dont les engrais sont subventionnés. Mais c'est le cas, certes, des jeunes chômeurs urbains. C'est l'une de mes priorités.

**L'armée togolaise est-elle devenue républicaine ?**

Sa réforme est en cours. Même aux yeux de l'opposition, cette armée ne constitue plus un problème.

**Son recrutement s'est-il diversifié ?**

Oui. Il est, en tout cas, tout ce qu'il y a de plus démocratique et national. Reste le poids des cultures et des traditions : les ressortissants du Nord ont toujours été beaucoup plus attirés par le métier des armes que ceux du Sud, c'est une réalité.

**D'autres réformes à mener ?**

Celle de la justice, bien sûr. En cours elle aussi, mais pas encore assez visible.

**Le mandat d'un président togolais est bien court – cinq ans. Mais il est aussi renouvelable sans limitation. Ne faudrait-il pas inverser les choses : allonger la durée des mandats et en limiter le renouvellement ?**

Vous perdez de vue l'essentiel : des élections libres, transparentes et incontestables. Le problème de la durée et de la limitation se pose ensuite. Je constate simplement que le verrouillage constitutionnel du nombre de mandats produit parfois un effet pervers. Les chefs d'État qui veulent faire sauter ce verrou sont forcés de déclencher des crises internes et parfois de passer en force. Nos pays se passent volontiers de ce genre d'épreuve.

**Votre frère Kpatcha Gnassingbé est détenu depuis avril 2009 pour avoir fomenté un coup d'État contre vous. Quand sera-t-il jugé ?**

Cette affaire est entre les mains de la justice. À elle de se prononcer. Rien ne se fera en dehors du cadre judiciaire.

**On a parlé il y a peu d'une tentative de règlement informel du « cas Kpatcha », dans un cadre familial. Apparemment, cela a échoué...**

Il ne s'agit pas de cela. Nous voulons un État de droit. Contrairement à ce que l'on dit, il n'y a ici ni clan ni famille régnante. Je veux faire entrer le Togo dans la modernité démocratique. Il en va de la crédibilité des réformes que j'ai engagées. Qu'il s'agisse de mon frère ou de qui que ce soit, on ne s'en prend pas impunément aux institutions démocratiques.

**Qu'est-ce qui n'allait pas entre vous et lui ?**

Disons que notre vision de l'évolution du pays n'était pas la même. La mienne est résolument tournée vers l'ouverture et la démocratie.

**Kpatcha, c'est un peu l'ordre ancien, un soubresaut du passé...**

Comprenez qu'il m'est difficile de parler de cela. Kpatcha reste mon frère.

**Il n'est pas le seul membre de votre famille détenu dans le cadre de cette affaire. Comment avez-vous géré ce dilemme ?**

De façon professionnelle, mais non sans amertume. Je n'avais jamais pensé devoir en arriver là. L'exercice du pouvoir est parfois un déchirement.

**Qui vous a averti de cette tentative de coup d'État ?**

Mes services de renseignements et des pays amis.

**Des informations alarmistes ont circulé récemment sur l'état de santé de votre frère. Il serait maltraité en détention...**

Tout cela est faux. C'est de l'intoxication. Pour qui me prenez-vous ?

**Autre dossier sensible : l'attentat de Cabinda contre l'équipe togolaise de football et les relations du Togo avec la Confédération africaine de football (CAF). Son président, Issa Hayatou, vient d'exclure votre pays des deux prochaines éditions de la Coupe d'Afrique des nations. Votre réaction ?**

M. Hayatou fait fausse route. La victime, c'est le Togo, qui, dans cet attentat, a perdu deux de ses fils pour rien. Je n'en veux pas à l'Angola, mais à la CAF, qui savait très bien qu'un risque existait et que ce risque contrevenait à ses propres critères d'organisation. Et puis il y a eu le ton, inutilement provocateur, des déclarations de M. Hayatou, qui n'a même pas jugé utile d'envoyer une délégation aux **obsèques des victimes**. C'est moi, bien sûr, qui ai pris la décision de rapatrier les joueurs après le drame. Décision politique, comme le prétend la CAF ? Décision raisonnable plutôt. Arguer de cela pour nous exclure est dérisoire et choquant. Je n'imaginai pas que M. Hayatou puisse se comporter ainsi.

**« Hayatou doit dégager », dit votre joueur vedette Emmanuel Adebayor.**

Une chose est sûre : nous nous battons pour inverser cette décision inique. Je suis heureux qu'à l'occasion de son dernier sommet à Addis l'Union africaine ait pris une résolution demandant à la CAF de reconsidérer sa position.

**Où en sont vos relations avec la France ?**

Elles sont bonnes. Le soutien de Paris nous est précieux auprès des bailleurs de fonds.

**Nicolas Sarkozy avait qualifié de « mascarade » la présidentielle de 2005. C'est oublié ?**

Le président français et moi n'en n'avons pas parlé lorsque nous nous sommes vus.

**« La Francophonie de papa », comme disait la ministre Yade, c'est fini ?**

Je m'inscris tout à fait dans cette logique. Ma relation avec Paris est décomplexée. Chacun défend ses intérêts.

**Gilchrist Olympio et Kofi Yamgnane ont été reçus, ces dernières années, à l'Élysée ou au Quai d'Orsay. Cela vous gêne ?**

Cela m'indiffère. Qu'ils soient reçus ou non n'a pratiquement aucun impact au Togo. Et je ne prends pas cela pour de l'ingérence.

**Pourquoi avez-vous fait expulser, en novembre dernier, le premier secrétaire de l'Ambassade de France à Lomé, Éric Bosc ?**

Ce monsieur n'est pas la France. Être chargé des relations avec les partis politiques, dont ceux de l'opposition, est une chose normale. Sympathiser ouvertement avec tel ou tel en est une autre. J'ai considéré qu'il avait outrepassé ses fonctions. Le Togo n'est pas une République bananière.

**Ali Bongo Ondimba, cet autre « fils de » devenu président, est-il de vos amis ?**

Oui, nous nous connaissons et nous nous respectons. Je trouve que ses premiers pas en tant que chef de l'État sont remarquables. Il faut dire qu'il a été bien préparé.

**Travaillez-vous toujours autant par SMS avec vos collaborateurs ?**

Moins qu'avant.

**Internet ?**

Je m'en sers avec prudence.

**Votre principale qualité ?**

L'humilité.

**Principal défaut ?**

Je ne communique pas assez. Tout le monde me le dit.

**Pourquoi ?**

C'est dans ma nature. Et puis j'attendais d'avoir prouvé suffisamment de choses pour faire mon « outing » en ce domaine.

**Les Togolais étaient habitués à l'omniprésence médiatique de votre père. Le changement de style est brutal.**

Ne pensez-vous pas que les Togolais en avaient un peu assez de regarder chaque soir à la télévision le défilé des audiences présidentielles ? Le sevrage est peut-être allé un peu trop loin dans le sens inverse, mais il fallait changer, voir de nouveaux visages, tenir compte des mutations du pays. Cela dit, je compte être un peu plus présent désormais. Je voyage moins qu'avant, par exemple. Rassurez-vous, il y a bien un pilote dans l'avion Togo.

**Les Togolais n'ont toujours pas de première dame. C'est une anomalie.**

Sans doute.

**C'est une situation définitive ?**

Non, je ne le pense pas.

**Vous avez toujours la Bible à portée de main. C'est important, le spirituel ?**

C'est essentiel depuis toujours.

**Votre mère est catholique, votre père était protestant. Quelle est votre religion ?**

Je suis chrétien.

**Mais encore ?**

Cela ne regarde que moi.

**Si vous aviez à convaincre un électeur de voter pour vous le 28 février, que lui diriez-vous ?**

Votez pour moi, car le Togo a besoin d'être rassemblé pour pouvoir se reconstruire. Je n'entends personne, parmi les autres candidats, tenir un tel discours. Pourtant, c'est le seul qui vaille.

**Bénin-Niger-Economie-Transport Les chemins de fer Bénin-Niger mis en concession**

APA-Cotonou (Bénin) Les autorités politiques béninoises et nigériennes, ont décidé de mettre en concession l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports (OCBN) », a appris mardi à Cotonou, de source officielle. « Le Bénin et le Niger réaffirment leur volonté commune de poursuivre, de renforcer et de dynamiser leur coopération privilégiée, notamment dans le domaine de la gestion et de l'exploitation des chemins de fer et des transports », indique le protocole de mise en concession de l'OCBN.

Selon cette même source, les deux Etats approuvent en conséquence le principe de la signature entre, d'une part, le Bénin et le Niger, agissant conjointement en qualité d'« Autorité concédante » et, d'autre part, la société PIC Network Limited, concessionnaire désignée par les deux Etats, d'une convention de concession portant sur les activités de transport précédemment exploitées par l'OCBN et l'extension du réseau ferroviaire au Bénin et au Niger, ainsi que toutes activités liées aux investissements annexes et connexes.

Le Bénin et le Niger, ont à travers un protocole d'accord signé le 5 juillet 1959, décidé de créer un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Organisation commune Bénin-Niger des chemins de fer et des transports (OCBN) » Cette société de transport, qui joue un rôle important dans l'intégration sous-régionale des deux Etats, facilite la libre circulation des biens et des

personnes en rendant plus dynamiques les échanges commerciaux, notamment entre les différents Etats frontaliers.

A cet effet, explique la même source, la volonté des deux Etats de promouvoir un développement intégré s'appuyant sur un système efficace de transport multinodal, implique le renouvellement des équipements et des infrastructures du transport ferroviaire, l'extension du réseau jusqu'au Niger, et nécessite la mobilisation de lourds investissements auxquels les Etats ne sauraient seuls, faire face en raison de leur situation économique et financière ;

Selon le même protocole, les Etats ont opté pour un partenariat public et privé, pour relancer les activités ferroviaires. « Le financement, la réhabilitation, la construction, la gestion et l'exploitation des chemins de fer et des transports, des installations et infrastructures annexes et connexes seront désormais confiés à une structure de droit privé dans laquelle les Etats auront une participation minoritaire », précise la même source.

MT/od/APA 2010-02-16 11:14:23

### **TCHAD - SOCIETE - Toumaï au bercail !**

15/02/2010 09:36:56 - Jeune Afrique | Par : *Cheikh Yérém Seck*

Le 19 juillet 2001, au bout d'une fouille laborieuse au cœur du désert du Djourab, dans le nord du Tchad, Ahounta Djimdoumbaye et ses collègues de la Mission paléanthropologique franco-tchadienne (MPFT) tombent sur le crâne d'un hominidé vieux de 7 millions d'années. L'événement, qui fait du Tchad le berceau de l'humanité, bouscule toutes les connaissances archéologiques jusque-là acquises. Le fossile est en effet d'une espèce et d'un genre nouveaux. Jamais un autre comme lui n'avait été découvert auparavant. Alors que les scientifiques le nomment *Sahelanthropus tchadensis* (« homme de la zone sahélienne du Tchad »), le président tchadien, Idriss Déby Itno, le baptise Toumaï (« espoir de vie » en gorane, l'une des langues du pays).

Fin 2001, contre décharge et promesse de le ramener, le crâne est remis, « à des fins d'études », au paléanthropologue français Michel Brunet, qui dirigeait la MPFT. Depuis, il se trouve dans un laboratoire fortifié du département de paléontologie humaine de l'université de Poitiers, dans le centre de la France. Des spécialistes du monde entier l'auscultent au quotidien dans le but de reconstituer son régime alimentaire, sa bipédie, son langage, sa latéralisation, son milieu de vie...

Si le Tchad ne dispose pas de structures pour accueillir de telles recherches, Idriss Déby Itno tient à faire savoir qu'il garde l'œil sur le premier homme né dans son pays. En visite à Poitiers en 2003, il lance aux chercheurs : « Je suis venu m'assurer que Toumaï est bien conservé. S'il est l'ancêtre de l'humanité, il est d'abord et avant tout tchadien. Il appartient donc au patrimoine culturel et historique de mon pays, qui attend son retour dès la fin de vos études. »

En quittant Poitiers, le numéro un tchadien rapporte dans ses bagages Abel, un australopithèque vieux de 3,5 millions d'années, découvert au Tchad en 1995 avant d'être mis à la disposition des chercheurs français. Depuis son retour au bercail, Abel, contemporain de Lucy (trouvée en Éthiopie et considérée comme l'ancêtre de l'humanité jusqu'à la découverte de Toumaï), est conservé dans l'un des coffres-forts de l'agence tchadienne de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), où on l'imagine mieux gardé que les avoirs de ladite banque – au cœur d'un scandale récent. Le nouveau bâtiment du musée national, baptisé Toumaï, est en train d'être érigé à N'Djamena. Il sera équipé de chambres fortes et de boîtes de conservation. Les autorités tchadiennes, qui réceptionneront cet établissement en juin 2010, entendent y abriter Abel et les 17 000 fossiles découverts dans leur pays. Mais aussi et surtout Toumaï. Les chercheurs, qui déclarent avoir encore besoin de temps, ne vont toutefois pas se presser pour le leur rendre. Quand reverra-t-on le premier homme en Afrique, berceau de l'humanité ?

### **L'Afrique du Sud s'appête à partager à nouveau ses terres**

LEMONDE.FR avec AFP | 15.02.10 | 18h27

L'Afrique du Sud prépare une nouvelle législation pour accélérer la redistribution des terres, encore largement aux mains de la minorité blanche. Il existe déjà une loi de partage des terres dans le pays mais elle est jugée *"trop fragmentée pour régler de manière efficace la question de la terre"*, par le ministre de la réforme agraire, Gugile Nkwinti.

*"Nous ouvrons un débat sur une réforme globale du régime foncier"*, a-t-il déclaré lundi 15 février devant le Parlement, au Cap, en ajoutant qu'un projet de loi serait introduit prochainement au Parlement. En 1994, à la chute du régime d'apartheid, 87 % des terres arables étaient aux mains de la minorité blanche et le gouvernement s'est fixé pour objectif d'en redistribuer 30 % à des Noirs ou Métis d'ici à 2015. Mais 15 ans plus tard, à peine 5 % de ces terres ont effectivement changé de

mains. Lors de son discours sur l'état de la nation, jeudi 11 février, le président Jacob Zuma a promis de donner des titres de propriété à au moins un demi-million de foyers d'ici à la fin de son mandat en 2014.

La question foncière est particulièrement sensible en Afrique du Sud depuis l'adoption en 2000 par le président zimbabwéen, Robert Mugabe, d'une réforme agraire controversée, qui a conduit au départ précipité de plus de 4 000 des 4 500 fermiers blancs du pays et à une désorganisation du secteur agricole. Contrairement au Zimbabwe, l'Afrique du Sud fonctionne actuellement sur la base du principe "*acheteur volontaire, vendeur volontaire*". Mais le ministre Nkwinti avait fait savoir en octobre que cette approche n'était pas gravée dans le marbre.

### **Côte d'Ivoire: le nouveau gouvernement formé ce mardi**

ABIDJAN (AFP) - mardi 16 février 2010 - 12h12 –

La composition du nouveau gouvernement ivoirien sera officiellement annoncée ce mardi dans la capitale politique Yamoussoukro, quatre jours après la dissolution du cabinet et de la commission électorale par le chef de l'Etat Laurent Gbagbo, a indiqué la présidence. "Le nouveau gouvernement sera présenté aujourd'hui à 16H00 (GMT et locales) à Yamoussoukro", où se trouve actuellement M. Gbagbo, a déclaré à l'AFP le service communication de la présidence.

Premier ministre à la suite de l'accord de paix de Ouagadougou signé en 2007, le chef de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN) Guillaume Soro a été reconduit dans ses fonctions après la double dissolution prononcée après plus d'un mois de crise à la Commission électorale indépendante (CEI). M. Soro, qui avait entamé lundi des consultations avec les partis politiques, rencontrait mardi matin la direction des FN dans leur fief de Bouaké (centre).

Le nouveau gouvernement sera chargé de conduire le pays à un scrutin présidentiel reporté depuis la fin du mandat de M. Gbagbo en 2005 et censé clore la crise née du coup d'Etat manqué de 2002, qui a coupé le pays en un nord rebelle et un sud loyaliste. L'opposition a conditionné son retour au gouvernement à un "rétablissement" de la CEI dissoute

### **GUINEE - POLITIQUE - Les blanchis de la liste noire**

15/02/2010 15:11:52 - Jeune Afrique

**Avec Dadis loin de Conakry et les différents rapports sur les massacres du 28 septembre publiés, la Cédéao est en train de réexaminer la liste des personnalités guinéennes frappées de sanctions.**

La liste des personnalités guinéennes frappées de sanctions (restriction de déplacement, gel des avoirs à l'étranger) est en cours de réexamen au siège de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), à Abuja.

Les responsables qui ne sont pas mêlés à des crimes de sang (notamment au **massacre du 28 septembre 2009**) et qui n'ont pas pris publiquement position contre le processus de retour à la démocratie verront leurs noms retirés. Qui seront-ils ? Une première short-list d'une dizaine de noms a été dressée.

Y figurent notamment Kabiné Komara (ancien Premier ministre), Ousmane Kaba (vice-président du Comité d'audit et de surveillance des secteurs stratégiques de l'économie), Maïmouna Diallo (ancienne directrice de cabinet du chef de la junte, Moussa Dadis Camara), l'homme d'affaires Karfalla Camara, alias « KPC », et Moustapha Zayatte, le médecin personnel de Dadis.

*Retrouvez l'interview exclusive du président par intérim de la Guinée Sékouba Konaté dans le numéro 2562 de Jeune Afrique, en kiosques du 14 au 20 février.*

### **Guinée: la France reprend sa coopération civile et militaire**

PARIS (AFP) - mardi 16 février 2010 - 13h26 –

La France a annoncé mardi la reprise de sa coopération civile et militaire avec la Guinée, pour marquer son soutien au président de la transition, le général Sékouba Konaté, et au nouveau gouvernement qu'elle a appelés à organiser des élections. "La France reprend sa coopération civile et militaire pour marquer son soutien au général Konaté et au gouvernement, qui devront organiser très rapidement des élections", a déclaré la porte-parole adjointe du ministère, Christine Fages, lors d'un point-presse.

"La France salue la nomination du gouvernement d'union nationale dirigé par le Premier ministre Jean-Marie Doré", a-t-elle précisé. Ce "gouvernement d'union nationale devra s'attacher à restaurer l'autorité de l'Etat" et "la France salue la détermination du premier ministre à lutter contre l'impunité",

a-t-elle ajouté. Le général Konaté a signé lundi un décret portant nomination des membres du gouvernement de la transition, chargé de mener le pays vers une élection présidentielle en juin. Cette équipe gouvernementale dirigée par Jean-Marie Doré, qui est issu de l'opposition, comporte 34 membres. Dix anciens membres du gouvernement sortant, dont 6 militaires y figurent. Aucun ténor de l'opposition au régime militaire ne s'y trouve.

Le Premier ministre doit mener une délicate transition, après la signature le 15 janvier d'un accord de sortie de crise prévoyant une élection présidentielle "dans six mois" pour un retour des civils au pouvoir. Agé de 71 ans, M. Doré était, avant sa nomination, le porte-parole des Forces vives. Il avait été blessé pendant la répression sanglante d'une manifestation de l'opposition le 28 septembre à Conakry, qui avait fait plus de 156 morts et disparus selon l'ONU. Paris avait indiqué que sa coopération avec la Guinée, suspendue au lendemain du massacre, pourrait reprendre dès qu'un gouvernement d'union nationale serait mis en place

### **Togo: Faure Gnassingbé appelle à éviter les violences lors de la présidentielle**

LOME (AFP) - mardi 16 février 2010 - 9h50 –

Le président togolais Faure Gnassingbé a invité lundi soir les Togolais, notamment la classe politique, à faire en sorte que l'élection présidentielle prévue le 4 mars ne soit pas entachée de violences comme cela a été le cas dans le passé. "Nous devons éviter à tout prix de susciter de nouvelles tensions au cours du prochain scrutin qui, tout au contraire, doit permettre à la nation togolaise de réaliser une nouvelle avancée qualitative dans la voie de la réconciliation et de l'unité", a déclaré M. Gnassingbé dans un message télévisé à la nation, la veille de l'ouverture de la campagne électorale. La campagne s'est ouverte mardi et doit s'achever le 2 mars à minuit.

Au Togo, les scrutins présidentiels ont toujours fait l'objet de contestations, suivies de violences, comme ce fut le cas en avril 2005 suite au décès du général Eyadéma, le père de l'actuel président, après 38 ans au pouvoir. Des manifestations avaient été durement réprimées, faisant entre 100 et 800 morts, selon les sources. "Nous devons permettre à notre population de vivre cette période sensible de campagne électorale sans heurts, ni violence. C'est à cette seule condition que nous pouvons conforter notre rupture définitive avec les cycles de violences qui ont souvent émaillé nos processus électoraux", a déclaré M. Gnassingbé.

"Aucun Etat ne peut se construire, ni se développer dans la violence et l'anarchie". "Je souhaite vivement qu'au lendemain du 4 mars prochain, chaque électeur togolais se réjouisse d'avoir voté dans le calme et le respect strict des règles du jeu démocratique", a-t-il poursuivi. "Comme nous le savons tous, le peuple a prouvé sa maturité démocratique, en faisant des législatives de 2007 un succès politique salué par la classe politique et la communauté internationale", a rappelé M. Gnassingbé. Le Togo avait organisé en octobre 2007 des élections législatives "réussies". Sept candidats dont Faure Gnassingbé sont en lice pour ce scrutin

### **AFRIQUE - SOCIETE - Combat de nègres**

15/02/2010 09:52:07 - Jeune Afrique | Par : *François Soudan*

C'est un film français comme les Français savent en faire : solide, historique, intelligent, impeccablement réalisé et porté par la performance de deux acteurs hors normes, le monumental Depardieu et l'acide Poelvoorde. Sur les écrans hexagonaux depuis le 10 février, *L'Autre Dumas* raconte l'histoire d'Auguste Maquet, le « nègre littéraire » d'Alexandre Dumas, qui est sans doute, avec Victor Hugo, le romancier français le plus célèbre au monde, des bidonvilles de Bombay (cf. *Slumdog Millionaire*) aux maquis vietnamiens d'Ho Chi Minh, lequel avait fait des *Trois Mousquetaires*, dont il était un fan absolu, l'un de ses livres de chevet.

Seulement voilà : Depardieu, qui joue Dumas, est blanc, natif de Châteauroux dans l'Indre, cent pour cent gaulois, alors que son personnage était un mulâtre quarteron, fils d'un général métis et petit-fils d'une esclave noire de Saint-Domingue. Cette hérédité, Dumas la porta toute sa vie comme une croix dans la France lourdement raciste du XIXe siècle, au point de répondre un jour, à l'un de ses admirateurs qui lui demandait s'il s'y connaissait en nègreries : « Mais très certainement. Mon père était un mulâtre, mon grand-père était un nègre et mon arrière-grand-père était un singe. Vous voyez, monsieur : ma famille commence où la vôtre finit. » Superbe. Raillé par les caricaturistes de l'époque pour son teint bistre, ses cheveux crépus et son accent créole, Alexandre Dumas n'avait donc de Depardieu que la corpulence – et le talent.

Faut-il pour autant, **avec les essayistes Claude Ribbe et Serge Bilé**, grands débusqueurs des incorrections politiques à connotations raciales, asséner que le réalisateur de *L'Autre Dumas* s'inscrit dans « une veine négationniste » ? Ce dernier, Safy Nebbou, étant lui-même un sang-mêlé, né de

père algérien, ce procès ad hominem a quelque chose d'excessif et de rédhibitoire. Le problème n'est pas tant que Dumas, auteur universel, soit incarné par un acteur au teint clair – mais au génie à sa démesure. Le problème est que ce blanchiment ait conduit le film à occulter un aspect essentiel de sa vie, donc de ce qui fonde son personnage. Certes, on me dira qu'il n'existe pas en France d'équivalent *bankable* d'un Forest Whitaker, d'un Morgan Freeman ou d'un Denzel Washington, capable de supporter le poids d'un tel rôle. Peut-être. Mais sans demande commerciale, pas de grands acteurs. Cercle vicieux. En attendant, le pays dit des droits de l'homme continue d'avoir la mémoire qui flanche.

### **Mozambique: du personnel de santé accusé de propager le choléra, émeute**

MAPUTO (AFP) - mardi 16 février 2010 - 13h02 –

Une personne a été tuée et trois autres blessées lorsque plusieurs centaines d'émeutiers ont attaqué une clinique dans le nord du Mozambique, accusant le personnel de propager le choléra, ont rapporté mardi les médias d'Etat. Quelque 300 "assaillants, munis de bâtons, de machettes et autres armes tranchantes, ont attaqué le centre de santé de Macoroja (nord)", a indiqué le quotidien officiel Noticias, citant la police locale.

Selon le journal, le "meneur supposé du groupe" a été tué lorsqu'il essayait de s'emparer du fusil d'un policier. Lors de la saison des pluies dans ce pays sud-tropical, lorsque le choléra prolifère dans les eaux souillées qui s'accumulent, les personnels de santé sont régulièrement la cible d'attaques, la population les tenant responsables des épidémies. Il n'est pas rare que les employés du ministère de la Santé chargés de traiter les puits pour éviter les infections dans les zones rurales soient eux aussi assaillis. L'année dernière, au moins 10 personnes ont été tuées dans des violences de ce type au Mozambique, dont trois bénévoles de la Croix-Rouge, selon les chiffres officiels

### **CENTRAFRIQUE - POLITIQUE - Adieu à André Kolingba**

15/02/2010 09:51:27 - Jeune Afrique | Par : *Tshitenge Lubabu M.K.*

#### **L'ancien président de la République centrafricaine est décédé le 7 février, à 73 ans.**

Les partisans du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) étaient convaincus qu'il serait leur candidat à la prochaine présidentielle, prévue cette année. Mais le sort en a décidé autrement : André Kolingba a été emporté par un cancer de la prostate, le 7 février à Paris.

Né à Bangui en 1936, il fut avant tout un militaire. Entré dans l'armée française en 1954, il est formé à Brazzaville (Congo) puis, en France, à l'École des officiers d'active de Fréjus et à celle d'application des transmissions de Montargis. Est-ce son niveau de formation qui inquiète l'empereur Bokassa Ier au point qu'il le nomme ambassadeur au Canada et en Allemagne ? Toujours est-il qu'à la chute de Bokassa, en 1979, son successeur, David Dacko, nomme Kolingba chef d'état-major des armées. Le 1er septembre 1981, le général chasse Dacko du pouvoir, même si d'aucuns affirment qu'il s'agissait d'une démission.

Kolingba n'a qu'une envie : redorer le blason d'un pays ubuesque. Mais il commence par confisquer les libertés, à peine restaurées. Comme ses prédécesseurs, il n'échappe pas à la tutelle de Paris, dont il semble être la nouvelle marionnette. Kolingba s'est en effet attaché les services d'un officier français, le colonel Mansion, arrivé à Bangui dans le cadre de la coopération. C'est lui qui, en 1982, le sauve lorsque François Bozizé, ministre de l'Information, et Ange-Félix Patassé tentent de prendre le pouvoir. Mansion, qualifié de proconsul, est, dit-on, le véritable maître du pays. Pour beaucoup de Centrafricains, c'est ce coup d'État raté qui a conduit le général à une vision tribale des institutions comme l'armée et l'administration.

En 1991, sous la pression de la rue, il accepte le multipartisme, qu'il avait interdit. Et c'est Patassé qui remporte la présidentielle de 1993. Arrivé quatrième, Kolingba s'incline. Mais en mai 2001 il est mêlé à une tentative de putsch contre Patassé. Exilé en Ouganda, il revient en Centrafrique en 2003 après avoir été amnistié par Bozizé. En 2005, il est troisième à la présidentielle. Ses compatriotes retiendront sans doute une chose d'André Kolingba : le courage d'avoir demandé pardon pour ses erreurs.

## **Zimbabwe: bon départ pour la saison du tabac, un signe de redressement**

HARARE (AFP) - mardi 16 février 2010 - 12h45 –

Le Zimbabwe a ouvert mardi la saison commerciale du tabac, une des récoltes essentielles du pays, avec une offre à la hausse pour la première fois après des années d'effondrement de la production. Quelque 77 millions de kilogrammes de tabac ont été mis en vente contre 56 millions l'an dernier, ce qui représentait la pire récolte en vingt ans. "D'ici la fin de la saison, la production pourrait atteindre 85 millions de kilos", a expliqué Njodzi Machirori, président de l'organisme chargé de la vente.

Les prix varient cette année de 1,10 à 4,00 dollars US le kilo selon la qualité du produit.

"Les prix sont bons", a estimé Elton Moyo, un nouveau producteur. "Je ne regrette pas de m'être lancé dans l'industrie du tabac. Il est bien soutenu comparé aux autres cultures commerciales." Le tabac, autrefois une des grandes richesses du Zimbabwe et grand pourvoyeur de devises étrangères, a sombré sous l'effet conjugué de plusieurs années consécutives de sécheresse et de la politique économique désastreuse du régime du président Robert Mugabe.

La situation s'est améliorée avec la dollarisation de l'économie et la formation d'un gouvernement d'union nationale, début 2009. La récolte de tabac s'est améliorée cette année, mais elle reste loin du sommet des 236 millions de kilos vendus en 2000

## **COTE D'IVOIRE - POLITIQUE - Dahico : le fou du roi vise le trône**

16/02/2010 10:05:32 - Jeune Afrique | Par : Rémi Carayol, envoyé spécial

**Comme Coluche, son modèle, Adama Dahico compte se présenter à la présidentielle. Une candidature qui est tout sauf une farce.**

Au début, **il faisait rire**. Mais aujourd'hui Adama Dolo, plus connu sous son nom de scène, Adama Dahico, se veut sérieux. Ce candidat inattendu à la **prochaine élection présidentielle** de Côte d'Ivoire semble même en inquiéter plus d'un, depuis que la Cour constitutionnelle a validé sa candidature.

Il n'amuse guère les partisans d'Henri Konan Bédié et d'Alassane Ouattara. « Son discours est susceptible de séduire leur électorat, donc de leur piquer des voix qui pourraient leur manquer pour atteindre le second tour », analyse Aldjouman, le frère et directeur de cabinet de Dahico.

Au pays, l'homme n'est plus à présenter : c'est une star. Débutant avec *Les Experts d'Abidjan*, il a percé avec la compagnie *Les Rigolos d'Abobo*, créée avec des amis.

### **Paroles d'ivrogne ?**

Mais Dahico est aussi une star de la télé – où les séries dans lesquelles il tourne, à commencer par *Docteur Boris*, font un tabac. Et un maître du doromikan – l'art de la parole d'ivrogne, en langue malinké. « Dans notre société, on ne prête que peu d'importance à ce que dit un ivrogne, même quand il dit la vérité. Mais il n'empêche, le message passe », explique son frère.

Que cherche **Dahico** en se présentant ? « Il veut montrer qu'aujourd'hui, en Afrique, on n'a pas besoin d'être issu d'une famille noble pour être présidentiable », dit Aldjouman. Enfant d'un père docker venu du Mali et d'une mère femme de ménage, Dahico a grandi à la dure dans le quartier d'Adjamé. Fils aîné, il n'a eu aucun grand frère pour le défendre et n'a pas honte de dire qu'il faisait la cuisine et la lessive – « j'étais la fille ». Son cadet, archidiplômé, se plaît à raconter comment Dahico a poussé ses frères et sœurs à poursuivre les études, lui qui les abandonnées après la seconde, quand il a décidé que le théâtre serait sa vie. Avant la politique...

### **L'ami de Gbagbo**

« L'idée de me présenter me trottait dans la tête depuis longtemps, rappelle-t-il. En 1999, j'ai annoncé que je serais candidat. Cela ne s'est pas fait à cause du coup d'État, mais depuis je fais de l'humour sociopolitique ; je fais donc en quelque sorte de la politique, un peu à la manière de Coluche. »

Coluche, son mentor, disparu à 41 ans, avait voulu se présenter à la présidentielle de 1981 en France, mais avait finalement renoncé. Dahico, lui, ira-t-il au bout ? Il le jure. Certains parmi les partisans des autres candidats pensent qu'il roule pour Laurent Gbagbo et qu'il se désistara au dernier moment. « Comme ça, il se fera rembourser les 20 millions [de F CFA] qu'il a dû trouver pour sa candidature », croit savoir un collaborateur de Gbagbo. Le clan Dahico nie toute collusion. Certes, le président « est un ami » – une photo des deux hommes est affichée dans son bureau, à côté du portrait d'Obama –, mais « réduire sa candidature à cela, c'est continuer à le prendre pour un rigolo », s'irrite Aldjouman.

« J'arrêterai de faire de la politique quand les hommes politiques arrêteront de jouer la comédie », claironne Dahico. Une formule qui, comme d'autres, **séduit les électeurs**. Volontiers moqueur envers ses adversaires, Dahico ne tombe pas pour autant dans les travers du populisme. « Si je me présente, c'est pour dire que les politiques, seuls, ne peuvent pas apporter le développement », explique-t-il. Et

à ceux qui continuent de ne pas le prendre au sérieux, il répond : « **L'humour est le préservatif du sérieux.** Avant de faire de l'humour, il faut pouvoir être sérieux. »

### **«Probo-Koala», après l'intoxication, la spoliation ?**

Liberation.fr, 15/02/2010 A 00H00 Par THOMAS HOFNUNG

#### **Côte-d'Ivoire . La justice du pays a confié la totalité des indemnisations à l'étrange représentant d'une minorité de victimes du navire pollueur.**

Les déchets jusqu'à la lie. Rien n'aura été épargné aux victimes du *Probo-Koala*, du nom de ce cargo affrété par la société Trafigura qui, en août 2006, avait déversé avec la complicité de responsables locaux des boues toxiques dans l'agglomération d'Abidjan, intoxiquant des milliers de personnes. Une sordide bataille de gros sous se déroule actuellement sur leur dos. L'enjeu : récupérer les 33 millions d'euros débloqués par Trafigura dans le cadre d'un accord à l'amiable qui avait été conclu en septembre avec Leigh Day, cabinet d'avocats britannique représentant 31 000 victimes ; soit environ 1 150 euros par personne.

**Choc.** Contre toute attente, le 22 janvier, la cour d'appel d'Abidjan a ordonné le transfert de ces fonds, jusqu'ici placés sur un compte géré par le cabinet, à un ressortissant ivoirien, Claude Gohourou. A la tête d'une Coordination nationale des victimes, ce dernier affirme être leur seul représentant légitime. Et il accuse le cabinet Leigh Day de ne pas jouer franc jeu dans cette affaire.

Martin Day, l'avocat britannique qui avait mené la class-action, a fait appel devant la Cour de cassation d'Abidjan, dont le jugement est attendu ces jours-ci. «*En trente ans d'expérience, je n'ai pas souvenir d'une décision judiciaire plus déprimante : 30 000 Ivoiriens attendaient ce dédommagement pour leur permettre d'améliorer leur qualité de vie. Il y a maintenant de très grandes chances qu'ils n'en voient même pas un centime*», a-t-il lancé, encore sous le choc. Parmi les observateurs qui suivent le dossier du *Probo-Koala*, beaucoup se demandent pour qui roule Claude Gohourou. On sait peu de choses sur cet homme, si ce n'est qu'il figure lui-même sur la liste des victimes des boues toxiques du navire. Une parmi tant d'autres. En septembre, après l'annonce de l'accord à l'amiable entre Martin Day et Trafigura, il sort de l'anonymat et crée la Coordination nationale des victimes puis demande la publication du contenu de l'arrangement passé entre les avocats et la société d'affrètement. Martin Day est embarrassé : ledit accord comporte une clause de confidentialité.

Pour quelles raisons la justice a-t-elle décidé de confier la totalité des fonds d'indemnisation à Claude Gohourou ? Mystère. «*Pourquoi ne pas nommer un administrateur neutre pour assurer le versement de cette somme ?*» s'interroge André Kamaté, le responsable de la Lidho (Ligue ivoirienne des droits de l'homme), qui assiste les victimes.

**Régime.** A Abidjan, d'aucuns jugent Claude Gohourou proche du pouvoir, observant qu'il a installé son camp de base dans une cité étudiante contrôlée par une organisation proche du régime, la Fesci.

André Kamaté se lamente : «*Dans un pays pauvre comme le nôtre, un pactole de 22 milliards de francs CFA [33 millions d'euros, ndr] fait pâlir d'envie. Or la plupart des victimes du Probo-Koala habitent dans des quartiers populaires, ils n'ont pas les moyens de faire valoir leurs droits et sont faciles à gruger.*» Ils risquent ainsi la double peine: après l'intoxication, la spoliation.

### **Gambie: la représentante de l'Unicef expulsée**

BANJUL (AFP) - lundi 15 février 2010 - 22h34 –

La représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en Gambie a été expulsée de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, dont le régime est régulièrement critiqué pour des violations des droits de l'Homme, a indiqué lundi à Banjul une responsable de l'Unicef. "L'Unicef a reçu la semaine dernière une lettre du gouvernement disant que la représentante résidente Mme Min-Whee Kang (Corée du Sud) n'était plus la bienvenue en Gambie", a déclaré à l'AFP la responsable de la communication de l'Unicef en Gambie Mme Sally Sadie-Singhateh.

Les autorités ont donné vendredi 24 heures à la représentante de l'agence de l'ONU pour quitter le pays, selon elle. Elle est partie "pour une destination inconnue", a-t-elle précisé. "L'Unicef confirme l'expulsion de sa représentante en Gambie Madame Min-Whee Kang", a précisé à l'AFP Gaëlle Bausson, porte-parole de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, basée à Dakar.

Aucune précision n'a pu être obtenue lundi de la part des autorités gambiennes.

Il s'agit du deuxième responsable de l'ONU à être expulsé de ce pays en trois ans. En février 2007, le responsable en Gambie du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fadzai Gwaradzimba, avait été déclaré persona non grata.

Il avait demandé au président gambien Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 1994, de cesser d'interférer dans les traitements contre le VIH/sida. Le chef de l'Etat a prétendu avoir des dons de guérisseur et affirmé en 2007 pouvoir soigner des personnes infectées par le sida "en quelques jours" avec un traitement à base de plantes et de versets du Coran. Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, des opposants ou des personnes considérées comme telles au régime sont régulièrement victimes de violations des droits de l'Homme, dont des arrestations extrajudiciaires et des tortures. Selon Reporters sans frontières (RSF), les médias privés travaillent dans un "climat très menaçant" en Gambie.

"Le pays dirigé par le jeune président Yahya Jammeh est le domaine réservé d'une petite clique de militaires souvent irrationnels, emprisonnant, torturant et terrorisant parfois au hasard ceux qui osent, un jour, s'opposer au chef de l'Etat ou à ses amis", selon RSF. Pour l'organisation, l'assassinat en 2004 "du rédacteur en chef de l'hebdomadaire The Point, Deyda Hydara, a sonné la fin d'une époque où la presse privée, bien organisée et exigeante, pouvait encore faire front face à un gouvernement qui ne cachait pas son hostilité à son égard". Deyda Hydara était également le correspondant de l'AFP et de RSF en Gambie

### **Afrique de l'Ouest: organiser la riposte au trafic de drogue avec l'aide de l'UE**

DAKAR (AFP) - lundi 15 février 2010 - 20h14 –

Sept Etats d'Afrique de l'Ouest, inquiets de voir prospérer le trafic de cocaïne et d'autres stupéfiants sur leur territoire, se sont engagés lundi à Dakar à mieux coordonner la lutte, avec l'aide de l'Union européenne qui doit débloquer 15 millions d'euros. Les ministres français et espagnols de l'Intérieur - Brice Hortefeux et Alfredo Perez Rubalcaba - avaient fait spécialement le déplacement pour lancer cette "initiative de Dakar" avec leurs homologues de Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Cap-Vert, Mali, Mauritanie et Sénégal.

"C'est le moment d'agir, ensemble", Européens et Africains, a lancé M. Rubalcaba, en rappelant que son pays, l'Espagne, était "une porte d'entrée en Europe d'une bonne part du hachisch provenant d'Afrique du Nord et de la cocaïne d'Amérique latine". A son ouverture, la Conférence a d'abord constaté "l'inefficacité" de la lutte menée jusqu'à présent en Afrique de l'Ouest, face aux puissants cartels de la drogue. Une "note technique" distribuée aux participants déplorait le "déficit de coopération judiciaire entre Etats", la "léthargie des comités interministériels de lutte contre la drogue" ou encore l'"inertie" des magistrats dans les affaires de blanchiment d'argent...

Une "feuille de route" a donc été adopté pour rendre, enfin, "opérationnel" le plan d'actions adopté en octobre 2008 à Praia. "Nous avons convenu d'agir plus et de parler moins", a résumé le ministre sénégalais de l'Intérieur, Bécaye Diop. Il est ainsi prévu d'"intensifier les formations collectives des juges et procureurs en vue de favoriser l'émergence de groupes de magistrats spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée" ou encore "de créer dans chaque Etat un service central chargé de collecter toutes les informations relatives au trafic (trafiquants, filières, saisies)".

"L'Europe va apporter une aide de 15 millions d'euros. La France s'engage avec un concours de près de 800.000 euros", a déclaré M. Hortefeux. Aucune précision n'a été apportée sur cette aide européenne. L'aide française devrait notamment être utilisée pour "l'amélioration de la formation des officiers de police" ouest-africains ou "le soutien aux cellules aéroportuaires anti-traffic, notamment pour la détection des mules" (voyageurs transportant de la drogue dans leur corps ou leurs bagages), a-t-il dit.

La semaine dernière, la police sénégalaise avait ainsi arrêté une ressortissante sud-africaine en provenance du Brésil qui voyageait avec quatre kilogrammes de cocaïne dissimulés dans des tableaux et des posters de footballeurs. "Même si la quantité de cocaïne saisie sur le territoire et en provenance de l'Afrique de l'Ouest a diminué (à partir de 2008, ndlr), la situation demeure préoccupante", a commenté le directeur exécutif de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Antonio Maria Costa.

"La découverte d'importantes quantités de drogues synthétiques et de précurseurs en Guinée l'été dernier est de mauvaise augure, car elle indique que l'Afrique de l'Ouest n'est plus seulement une région de transit mais devient un lieu de production", a ajouté M. Costa. Tout en mentionnant "des efforts" et "des progrès énormes" dans la lutte anti-drogue, le responsable onusien a ensuite souligné devant la presse que le trafic portait désormais sur "des tonnes de cocaïne" et non plus des kilos. En novembre, l'affaire dite de "l'avion de la coke" avait ainsi fait grand bruit.

Un Boeing 727 venant du Venezuela avait atterri en plein désert du nord du Mali, sur une piste artisanale. Les trafiquants avaient pu décharger "la cocaïne et les autres produits illicites" qu'il transportait selon l'ONUDC, avant d'abandonner l'appareil

### **L'Afrique du Sud prépare une nouvelle loi sur la redistribution des terres**

LE CAP (AFP) - lundi 15 février 2010 - 17h52 –

L'Afrique du Sud prépare une nouvelle législation pour accélérer la redistribution des terres, encore largement aux mains de la minorité blanche, a déclaré lundi le ministre de la réforme agraire, Gugile Nkwinti. La loi actuelle est "admirable" mais "elle est trop fragmentée pour régler de manière efficace la question de la terre en Afrique du Sud", a déclaré le ministre devant le Parlement, au Cap (sud-ouest). "Nous ouvrons un débat sur une réforme globale du régime foncier", a-t-il poursuivi, en ajoutant qu'un projet de loi serait introduit prochainement au Parlement.

En 1994, à la chute du régime d'apartheid, 87% des terres arables étaient aux mains de la minorité blanche et le gouvernement s'est fixé pour objectif d'en redistribuer 30% à des Noirs ou métis d'ici 2015. Mais 15 ans plus tard, à peine 5% de ces terres ont effectivement changé de mains. Lors de son discours sur l'état de la Nation, jeudi, le président Jacob Zuma a promis de donner des titres de propriétés à au moins un demi-million de foyers d'ici la fin de son mandat en 2014.

La question foncière est particulièrement sensible en Afrique du Sud depuis l'adoption en 2000 par le président zimbabwéen Robert Mugabe d'une réforme agraire controversée, qui a conduit au départ précipité de plus de 4.000 des 4.500 fermiers blancs du pays et a une désorganisation du secteur agricole. Contrairement au Zimbabwe, l'Afrique du Sud fonctionne actuellement sur la base du principe "acheteur volontaire, vendeur volontaire". Mais le ministre Nkwinti avait fait savoir en octobre que cette approche n'était pas gravée dans le marbre

### **Shehata a reçu la permission de coacher le Nigeria !**

Afrik.com, mardi 16 février 2010 / par Nicholas Mc Anally

### **Hassan Shehata, le titré sélectionneur de l'Egypte, pourrait s'asseoir sur le banc des Super Eagles**

#### **Nouveau retournement de situation au Nigeria ! Hassan Shehata, le sélectionneur égyptien, vient d'être autorisé par la EFA à diriger les Super Eagles pour la Coupe du monde 2010.**

La fédération nigériane de football l'avait annoncé en début de semaine : le nom du nouveau technicien qui guiderait les Super Eagles en Coupe du monde serait connu avant la fin du mois. Juste à temps pour "observer" le match amical du 3 mars.

Les options Guus Hiddink, Louis van Gaal, Giovanni Trapatoni, Bruno Metsu, Ratomir Djukovic ou Peter Taylor ont toutes été évoquées. Mais la priorité de la NFA restait le coach triple champion d'Afrique en titre, Hassan Shehata. L'affaire semblait avoir capoté lorsque le technicien de 60 ans a annoncé avoir prolongé son bail à la tête des Pharaons. Mais les Nigériens ont la Coupe du monde en tête, pas question d'abdiquer pour le plus titré des entraîneurs africains.

#### **Se mettre d'accord**

Et l'entreprise de séduction engagée par la NFA semble avoir eu son effet. La fédération égyptienne a annoncé par la voix de Salah Hosni, un des directeurs du board, que Shehata serait finalement autorisé à diriger les Super Eagles en Afrique du Sud. "L'assemblée générale a décidé d'autoriser le Nigeria pendant la Coupe du monde, si une offre tangible était faite", a assuré Hosni à **FilGoal.com**. La balle est désormais dans le camp des Nigériens, qui pourraient ainsi se payer un coach de renom, reconnu sur la scène internationale et respecté des joueurs locaux. "Le président de la fédération, Samir Zaher, devrait prendre contact avec la fédération du Nigeria pour discuter des détails", a conclu Hosni.

L'ancien joueur du Zamalek, qui domine l'Afrique avec l'Egypte, dirigerait sa première sélection dans un Mondial et deviendrait par la même le premier coach arabe à entraîner une équipe étrangère.

### **AFRIQUE DU SUD Soupçons de trahison**

Liberation.fr, 13/02/2010 à 00h00 Par SABINE CESSOU

Nelson Mandela a été condamné à la prison à vie en 1964 pour avoir organisé le passage de son parti à la lutte armée contre le régime d'apartheid. Il sort de prison à pied, le poing levé. Son sourire radieux fait le tour du monde. Toute photo ayant été interdite, les Sud-Africains découvrent un homme de 71 ans amaigri, aux cheveux blancs, une légende vivante. Au Cap, une foule compacte attend son premier discours, qu'il lira avec les lunettes de sa femme, ayant oublié les siennes, vu l'émoi et la

pagaille ambiante. Beaucoup de militants du Congrès national africain (ANC) se demandent à quelles conditions Mandela a été libéré, s'il n'a pas trahi la cause ou «vendu» le mouvement à ses ennemis jurés, les Nationalistes blancs de l'apartheid. Nelson Mandela doit rassurer tout le monde avant de s'atteler à de difficiles négociations sur la transition démocratique, qui aboutiront quatre ans plus tard, malgré un climat de guerre civile.

### **La Côte-d'Ivoire approche Eric Gerets pour le Mondial 2010**

Liberation.fr, 13/02/2010 à 00h00

L'équipe de Côte-d'Ivoire ayant été sortie dès les quarts de finale (2-3 après prolongation face à l'Algérie) de la Coupe d'Afrique en Angola, la question du maintien du sélectionneur bosniaque, Vahid Halilhodzic, a été ouverte par la Fédération ivoirienne de football (FIF). Qui a rencontré l'agent du Belge Eric Gerets, mercredi à Paris, pour «définir les modalités d'une éventuelle collaboration» pour le Mondial 2010, selon la presse ivoirienne. La FIF n'a pas démenti. Depuis son départ de l'OM en juin 2009, Gerets est en poste à Al Hilal (Arabie Saoudite).

### **CONTINENTAL - ECONOMIE - Risques climatiques à la loupe**

16/02/2010 12:45:06 - Jeune Afrique | Par : *Frédéric Maury*

#### **Les assurances contre le risque climatique sont rares en Afrique.**

Les assurances contre le risque climatique ne sont presque pas développées en Afrique. Pourtant, tant par ses particularités météorologiques que par ses difficultés d'adaptation aux aléas, ce continent est sans doute le plus vulnérable face aux catastrophes naturelles, en témoignent les inondations à répétition au Sénégal ou, un peu partout, les épisodes récurrents de sécheresse. Le coup d'éclat des pays africains au **sommet de Copenhague** de décembre dernier prouve leur préoccupation. Déjà, l'idée d'une assurance contre le risque climatique en faveur des agriculteurs a fait son chemin et plusieurs pays la testent. Mais sa mise en œuvre est complexe, l'ampleur du préjudice et le lien avec le climat étant difficiles à mesurer. Ces assurances reposent donc sur un indice météorologique objectif (température, pluviométrie, etc.). Selon son niveau, le remboursement des assureurs est automatique, évitant des délais trop longs susceptibles de mettre en danger l'activité des paysans. Le Malawi a ainsi mis en place une assurance sécheresse dès 2005, et les assureurs du pays ont établi avec les agriculteurs un tableau de sensibilité des récoltes à la sécheresse. Pour faciliter le déploiement du projet, le paiement de la prime d'assurance a été intégré dans les prêts accordés aux paysans pour acheter les intrants. L'accès à une assurance contre le risque climatique favoriserait également la stabilité des revenus agricoles et la confiance des investisseurs ou des banquiers. Les organismes de développement en préconisent d'ailleurs l'usage généralisé.

### **AFRIQUE L'indien Bharti achète les télécoms de Zain en Afrique**

Lefigaro.fr, 16/02/2010 | 13:30 Par Marie-Cécile Renault

#### **Le premier opérateur en Inde a déboursé 10,7 milliards de dollars pour acheter les filiales africaines du groupe Zain.**

Vivendi en a rêvé, Bharti le fait : prendre pied en Afrique en rachetant les filiales du géant koweïtien des télécommunications Zain.

Entré en négociations l'été dernier avec Zain, Vivendi avait finalement interrompu les discussions, faute d'accord sur le prix. Le géant indien Bharti semble, lui, avoir réussi à négocier un prix inférieur au prix discuté à l'époque, soit 8 milliards d'euros contre 10 milliards.

Depuis, Vivendi a conclu le rachat de GVT au Brésil, qui présente un fort potentiel de croissance. Mais sans renoncer pour autant à l'Afrique, où il est déjà présent via sa filiale Maroc Telecom. Jean-Bernard Lévy, PDG de Vivendi, a confirmé son intention de poursuivre l'examen d'acquisitions dans les pays émergents en respectant l'objectif de maintien de sa notation «BBB».

Bharti, lui, est d'autant plus décidé à ne pas laisser les actifs de Zain lui échapper qu'il a échoué l'an dernier à s'emparer du groupe sud-africain MTN. Méconnu en Europe, Bharti est un géant en Asie. C'est l'un de ces puissants conglomérats familiaux, à l'instar de Tata ou Reliance, présent dans de multiples secteurs depuis la distribution, en passant par les services financiers, les produits manufacturiers et les télécoms.

N°1 du mobile en Inde

Le groupe Bharti a été fondé et est dirigé par Sunil Mittal, 53 ans, l'une des plus grosses fortunes indiennes, mais sans lien de parenté avec le magna de l'acier Lakshmi Mittal. La filiale télécoms du

groupe, Bharti Airtel, est devenue en seulement dix ans le premier opérateur en Inde avec 110 millions de clients.

Il entend désormais prendre pied en Afrique. Le conseil d'administration de Zain a accepté l'offre de Bharti Airtel «pour engager des discussions exclusives jusqu'au 25 mars au sujet de la vente de ses filiales africaines pour un montant total de 10,7 milliards de dollars», soit près de 8 milliards d'euros. Cette offre n'inclut pas les filiales au Maroc et au Soudan de Zain qui opère dans 15 autres pays africains, dont le Nigeria, le Ghana et le Tchad.

Cette fois, l'opération semble bien engagée. L'offre de Bharti a, en effet, été approuvée «à l'unanimité» par le conseil d'administration. Cela signifie que la transaction bénéficie du soutien du gouvernement.

Cet accord entre Bharti et Zain montre une nouvelle fois la forte pression pour consolider le secteur des télécoms, en particulier dans les pays émergents. De nombreux dossiers de fusion/acquisition sont actuellement à l'étude. «D'une part, les opérateurs disposant de cash et, faisant face à une certaine maturité de leurs marchés locaux, recherchent des relais de croissance dans les pays émergents. D'autre part, certains groupes comme Zain ou MTN cherchent de nouveaux investisseurs pour réduire le poids de leur dette. Sans oublier l'Égyptien Orascom ou l'opérateur des émirats Etisalat», explique Pierre Brzustowski au cabinet ATKearney. D'autres deals récents comme Orange et T-Mobile en Grande-Bretagne, Orange et Sunrise en Suisse, Telefonica et Telecom Italia en Italie démontrent que le secteur est bel et bien entré dans une phase accélérée de consolidation.

### **RDC : la société française PERENCO REP accusée de déverser des déchets toxiques dans la mer**

KINSHASA, 15 février (Xinhua) -- Le député national de la province du Bas-Congo (Ouest de la RDC), Jean Claude Mvuemba, a accusé la société pétrolière française PERENCO REP d'avoir déversé des déchets toxiques dans la mer. M. Jean-Claude Mvuemba l'a déclaré lundi à la presse à Kinshasa, affirmant que plus de 10.000 poissons ont été retrouvés morts au bord de la mer, près du village Tiembe, situé à environ un kilomètre de la société pétrolière PERENCO. Il a exigé, à cet effet, l'envoi sur terrain d'une commission d'enquête qui devra être constituée, selon lui, des délégués notamment du gouvernement central, du gouvernement provincial, des parlementaires, des ONG de défense des droits de l'homme et de l'environnement pour évaluer le taux de pollution environnementale causée par cette société dans cette partie de la RDC.

Installée en 2000 en RDC, la société PERENCO exploite le pétrole dans la zone côtière de Muanda. Elle a récupéré les activités de Total Fina Elf. Sa production déclarée est de 7.000 barils/jour avec 5 stations de production. PERENCO est implantée, outre la RDC, au Congo-Brazzaville, au Cameroun, en Colombie, à l'Équateur, en Érythrée, au Gabon, au Guatemala, en Tunisie, au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Venezuela.

Copyright 2009: pour l'Agence de Presse Xinhua

### **Les Ivoiriens redécouvrent la lumière des bougies et des lampes (REPORTAGE)**

ABIDJAN, 16 février (Xinhua) -- La Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) l'avait annoncé. C'est effectif. La Côte d'Ivoire vit, depuis quelques jours et pour quatre mois, au rythme du délestage. Des coupures du courant électrique qui obligent les Abidjanais, quotidiennement plongés dans le noir, à s'éclairer à la bougie ou à la lampe sans compter les conséquences au plan économique et social. C'est pas possible !", peste un habitant du quartier de Yopougon. Ses paroles de colère sont couvertes par un brouhaha de désolation et de désapprobation qu'on entend de loin. La fourniture du courant électrique vient d'être interrompue. Comme presque tous les soirs, à partir de 19h, ce quartier populaire d'Abidjan vient d'être plongé dans l'obscurité totale.

#### **-- La galère dans les foyers**

Dans ce grand noir, quelques petites lueurs sont perceptibles dans les appartements. "J'ai dû m'acheter une lampe à pile de fabrication chinoise peu coûteuse parce qu'avec les bougies, un moment d'inattention et un drame peut survenir", indique Pierre Koré, enseignant des lycées et collèges de son état. Avec sa femme, il a rejoint, au bas de l'immeuble qu'ils habitent, trois autres voisins sortis spontanément prendre de l'air dès la coupure du courant. "Moi, je suis encore à la bonne vieille bougie. Je n'ai pas encore rencontré les vendeurs de ces produits et ça me revient plus cher parce que les bougies de maintenant fondent comme beurre au soleil. Mais comment faire?", se résigne quelqu'un d'autre dans le groupe. Cet autre habitant de l'immeuble, Abdoulyae Ouattara, ne décolère pas contre les interruptions de courant. "On ne peut plus regarder tranquillement la télévision

le soir venu et il est difficile de dormir sans ventilateur à cause de la grande chaleur qu'il fait en cette période", lance-t-il dépité.

"Moi, j'ai trouvé la parade, je dors au balcon, les portes de l'appartement entrouvertes, et c'est au petit matin que je rejoins ma chambre", indique Pierre Koré. Les trois hommes et la dame continuent de deviser et apprécient à leur façon la situation. "En tant qu'enseignant, je n'arrive pas à préparer mes cours normalement mais je plains surtout les enfants contraints d'étudier à la lueur d'une bougie ou d'une lampe", déplore M. Koré. "Ce qui est grave", selon M. Ouattara, "c'est que les coupures peuvent endommager nos appareils électroménagers avec le retour brutal de l'électricité".

"Et pour être remboursé, ce sont de longues procédures qui ne sont même pas sûres d'aboutir", intervient l'autre membre du quatuor, coupant la parole à M. Ouattara avant de poursuivre : " Moi, ce qui m'énerve le plus dans tout ça, c'est qu'à la fin du mois, ils vont nous envoyer des factures élevées comme d'habitude". Pour M. Ouattara qui travaille dans un supermarché de la capitale économique ivoirienne, le délestage rime avec insécurité. "C'est le temps des voleurs et des bandits qui profitent de l'obscurité et du sommeil des honnêtes gens pour sévir", relève-t-il. "Ça fait près de 30 ans qu'on a pas vécu ce genre de situation", note songeur M. Koré qui se souvient du dernier délestage en Côte d'Ivoire en 1983. "C'est inimaginable aujourd'hui ! Dans un pays qui vend l'électricité aux pays voisins", rétorque M. Ouattara qui dénonce le manque de prévision et la mauvaise gestion au sommet de l'Etat.

Mme Koré qui sent la causerie virée à la politique recentre le sujet avec ses préoccupations liées à la conservation des aliments. "J'ai l'habitude d'acheter le poisson et la viande pour tout le mois et je crains que ces produits ne pourrissent au frigo", s'inquiète-t-elle avant de se résoudre à faire le marché au quotidien ce qui va lui revenir plus cher. C'est un bien moindre mal. Les petits artisans et les opérateurs économiques connaissent, eux, une paralysie presque totale de leurs activités et ne savent plus à quel saint se vouer.

#### **-- Des conséquences économiques dommageables**

Adekunlé Bola est vulcanisateur. Il ne peut pas travailler sans électricité. Quand vient la coupure, il reste oisif au milieu de ses pneumatiques et ces heures "creuses" n'arrangent pas ses affaires. Tout comme Rougeot, un coiffeur pour hommes basé dans la commune de Yopougon, qui voit dans le délestage un frein à ses activités. "On a même pas le temps de prendre deux à trois têtes et le courant se coupe ; quand c'est comme ça, on croise les bras et on attend parfois de longues heures, parfois la demi journée", se lamente Rougeot.

"C'est avec ça que je me débrouille un peu en attendant de trouver mieux et si ça continue vraiment je ne sais pas comment je vais faire", ajoute-t-il revendiquant un brevet de technicien supérieur (BTS) en communication. "Les affaires ne marchent plus. Avec les coupures, on ne peut pas utiliser la photocopieuse, les clients ne peuvent pas naviguer et on est obligé de fermer. On ne peut même plus faire 5000 francs CFA de recette par jour", se plaint ce gérant de cybercafé. Mme Antoinette Laga, tenancière de bar à la Rue Princesse, le "coin le plus chaud" de Yopougon, n'estime pas non plus heureuse sa situation actuelle.

"Vraiment, le délestage va nous tuer. Les clients ne viennent plus comme avant. En cette période de grande chaleur, ils recherchent des boissons très fraîches. Avec les coupures, je suis obligée d'acheter de la glace et ils se plaignent que mes boissons ne sont pas fraîches comme il faut et ils se tirent", raconte-t-elle. Elle indique que des concurrents ont acheté des groupes électrogènes pour alimenter leur réseau électrique quand il y a interruption du courant.

"Un petit groupe électrogène aujourd'hui, c'est pas moins de 300 000 FCFA. Rien ne marche; où je vais enlever l'argent pour faire cet investissement?", s'interroge Mme Laga. De fait les opérateurs économiques d'un certain calibre ont trouvé la parade qui consiste à s'équiper d'un groupe électrogène quitte à augmenter le chapitre des dépenses.

Mais ce n'est pas une panacée et ce gérant d'hôtel raconte son calvaire. "Le groupe électrogène ne résout pas à 100% le problème. Celui que nous avons ne peut pas faire tourner tous les climatiseurs et on est obligé de rationner sans compter que l'entretien du groupe nous revient cher", indique-t-il. Les associations de consommateurs sont montés au créneau et interpelle l'Etat. "Avec l'augmentation du prix du carburant à la pompe, le délestage en cette situation sociopolitique critique est un cocktail molotov. La population ne supportera pas longtemps et il faut craindre des manifestations de rue", prévient un responsable d'association.

Copyright 2009: pour l'Agence de Presse Xinhua

## **La souveraineté alimentaire en Afrique au menu du forum de Bamako**

BAMAKO, 15 février (Xinhua) -- La 10e édition du forum de Bamako débutera mercredi avec comme thème "L'Afrique 50 après, le défi de la souveraineté alimentaire, la faim sur le continent". Des chefs d'entreprise, hommes politiques, décideurs publics, universitaires, experts, représentants de la société civile et des médias de tous les continents vont réfléchir pendant cinq jours sur le bilan d'un demi-siècle d'indépendance en Afrique et sur les politiques mises en oeuvre pour garantir le bien être des peuples africains. Ils vont aussi se pencher sur développement d'une agriculture moderne et capable de répondre aux besoins essentiels des populations tout en se constituant en secteur économique rentable, respectant les équilibres environnementaux, selon les organisateurs.

Initié par l'Institut des hautes études en management de Bamako, le forum s'est imposé comme un espace de réflexion de haut niveau sur l'avenir du continent et de dialogue sur les orientations et les enjeux du développement de l'Afrique.

Copyright 2009: pour l'Agence de Presse Xinhua

## **Soudan - Tchad: l'équilibre de la terreur**

Les Afriques, 15-02-2010 CES

### **Chacun ayant démontré à l'autre sa capacité de nuisance, c'est désormais l'équilibre de la terreur entre Deby et Bechir.**

Une branche d'olivier ! Une colombe ! Le président tchadien Idriss Deby Itno n'a pas fait dans l'originalité pour un voyage historique au Soudan voisin. L'ancien commandant en chef des Forces armées du nord de Hissein Habré, ci-devant général de corps d'armée, est devenu colombe tendant une branche d'olivier à son ennemi juré soudanais Omar el-Béchir.

Annonce-t-il la fin du déluge à Noé en son arche ? L'arche, Noé presque Zoé, le souvenir ne doit pas être pourtant agréable. Mais il est vrai que dans l'islam qui unit les deux protagonistes, Mahomet recommande selon un hadith, le récit de ses compagnons, « *Consommez de l'huile (d'olive) et frottez-vous en le visage, car elle provient d'un arbre béni* ».

Le premier signe de rupture significatif est que les deux pays n'ont eu, cette fois, besoin de personne. Ce sont leurs intérêts bien compris qui les ont motivés.

La fin du déluge est loin d'être acquise malgré la volonté des ex-amis de pacifier leur frontière longue de 2000 km qui sera difficile à sécuriser. Les deux pays vont affecter une force mixte de trois mille hommes à cette tâche. Ce n'est pas gagné. On se demande d'ailleurs pourquoi Deby se prive de l'appoint de la force d'interposition onusienne dont il exige le retrait. A Doha, à Tripoli, à Dakar, les deux hommes avaient déjà signé des accords. Avec inéluctablement le même résultat. A peine l'encre avait-elle séché que les engagements étaient foulés aux pieds. Celui signé le 3 mai 2009 à Doha, était ponctué dès le lendemain par des affrontements entre l'armée tchadienne et les rebelles. L'accord signé à Dakar de mars 2008 avait tenu un peu plus. Quelques mois, avant que l'opposition tchadienne ne conduise un raid qui n'échouera qu'aux portes de Ndjamena.

#### **Rupture**

Le premier signe de rupture significatif est que les deux pays n'ont eu, cette fois, besoin de personne. Ce sont leurs intérêts bien compris qui les ont motivés. Le premier séjour depuis six ans du président tchadien ponctue un processus entamé en octobre 2009 pour aboutir le 15 janvier dernier à la signature d'un accord de normalisation et d'un protocole additionnel de sécurisation des frontières.

L'accord s'est fait sur le dos des rébellions dans les deux pays. N'Djamena somme les rebelles soudanais de quitter son territoire le 21 février prochain au plus tard. Khartoum offre aux rebelles tchadiens de « *se rallier à N'Djamena ou partir* ».

La paix enfin, ou, à tout le moins, la fin de la belligérance. Le temps est venu d'avaler les rancœurs. Le Soudan qui a porté Deby au pouvoir en 1990 avec la complicité passive de la France, qui a refusé à Habré les renseignements qui lui auraient permis de frapper les colonnes de Deby, et qui n'a jamais avalé l'oubli de Deby. Oubliant peut être que celui-ci n'avait guère le choix et ne pouvait, devant les exactions contre les siens au Darfour, que leur offrir gîte et armes. Béchir a commencé alors à faire pour les ennemis de Deby ce qu'il lui avait fait pour lui, contre Habré. Sauvé de justesse par la France, Deby a montré qu'il pouvait en faire de même et a porté une colonne de rebelles jusqu'aux portes de Khartoum. La paix signée est donc d'abord un équilibre de la terreur. L'efficacité de l'arme de la rébellion éprouvée, il s'agit de ne plus y recourir. C'est la bombe nucléaire des pauvres. Elle ne doit plus que dissuader, ne jamais servir donc.

#### **Motivation supplémentaire**

Les préoccupations internationales constituent une motivation supplémentaire. La fameuse communauté internationale dans sa nouvelle version pour l'Afrique, la Cour pénale internationale.

Avec des législatives cette année et une présidentielle en 2011, Deby ne veut pas risquer de fournir quelque grief, une répression qui tourne mal par exemple, et de conduire la CPI à s'autosaisir. Béchir a déjà maille à partir avec elle. Ses élections générales en avril et surtout le référendum d'autodétermination du Sud en janvier 2011 suffisent à sa peine. Mais aucun des deux hommes n'a toutes les cartes en main. Les capacités des rebelles à faire le dos rond, à trouver d'autres alliances rouvriraient des plaies encore trop récentes pour ne pas nourrir la suspicion et relancer, le cas échéant, les hostilités entre les deux hommes forts, qui mettent leur sécurité propre au dessus de toute autre considération, y compris l'accord qui vient d'être signé.

### **Afrique de l'Ouest / CEDEAO Copieux menu pour le 37ème sommet de la CEDEAO**

Par RFI le 2010-02-16 07:38

Après deux reports successifs, la 37ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etats de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se tient finalement ce 16 février 2010 à Abuja, la capitale du Nigeria, où se trouve le siège de l'organisation régionale. L'absence du président nigérian, Umaru Yar 'Adua, et la récente actualité ivoirienne devraient peser sur cette édition qui accordera également une grande place à la situation au Niger et en Guinée.

Le dossier ivoirien était inscrit de longue date à l'ordre du jour de ce sommet et l'actualité récente ne peut qu'inciter les diplomates à redoubler d'attention. Dans les couloirs de la CEDEAO, on assure pourtant que la crise politique ivoirienne ne devrait pas éclipser les autres dossiers. Pas de priorité sur le sujet ivoirien donc, mais une grande inconnue : le président ivoirien viendra-t-il à Abuja ?

Alors que des fonctionnaires de la CEDEAO indiquent que Laurent Gbagbo est attendu à Abuja ce mardi 16 février dans la matinée, des sources ivoiriennes ont déclaré à RFI qu'il serait absent de cette trente-septième édition, et représenté par Alcide Djédjé, l'ambassadeur ivoirien aux Nations-unies. Quoiqu'il en soit, ce sommet s'ouvre dans un contexte politique régional difficile. Le Niger et la Guinée sont tous deux suspendus de l'organisation et devraient faire l'objet de longues discussions. Au delà, plusieurs observateurs estiment que l'absence d'Umaru Yar 'Adua, président en exercice, pourrait peser sur les décisions de la CEDEAO.

Le chef de l'Etat nigérian, absent du pays depuis plus de deux mois, avait fait de certains dossiers une véritable affaire personnelle. Il n'est pas certain que son remplaçant, Goodluck Jonathan, officiellement président par intérim depuis à peine une semaine, en fasse de même.

### **Guinée Le gouvernement de transition se met en place**

Par RFI le 2010-02-16 01:26

Le gouvernement de transition conduit par Jean-Marie Doré a été nommé lundi 15 février 2010, après des semaines de négociations et des mois de crise politique. La nouvelle équipe est composée de 34 membres, dont six militaires issus de la junte sortante. Le gouvernement aura pour mission de gérer les affaires du pays jusqu'aux prochaines élections prévues « dans six mois » selon l'accord de sortie de crise signé le 15 janvier dernier.

En parcourant la liste des nouveaux promus, l'on peut aisément se rendre compte qu'il s'agit bien d'une équipe de mission et non une équipe de développement, comme l'a d'ailleurs souligné le chef du gouvernement dans son allocution à la Nation.

Pour réussir sa mission, Jean-Marie Doré, ancien leader de l'Union pour le progrès de la Guinée (UPG) a déniché des cadres compétents au dessus de tout soupçon comme Kerfala Yansané, ancien gouverneur de la Banque centrale de Guinée qui devient le grand argentier de la transition ; Néva Damet, à l'Administration du territoire chargé des élections, sans oublier l'opposant architecte Mansour Kaba qui hérite du portefeuille de l'Urbanisme et de l'Habitat. Gandi Tounkara, professeur et promoteur de grandes écoles devient ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Dans les rangs de la junte, les modérés ont été reconduits comme le général Mamadouba Toto Camara, le numéro deux de la junte nommé à la Sécurité, les colonels Siba Lohalamou à la Justice, Mamadou Sandé au très sensible département de l'Energie, et Kéléti Faro à l'Agriculture.

Dans son allocution, le Premier ministre a fait savoir que s'il est établi à un moment ou à un autre que l'un des acteurs de cette transition se trouve dans le collimateur de la justice nationale ou internationale, notamment en relation avec les tragiques événements du 28 septembre 2009, « il est clair que nous en tirerons toutes les conséquences », parce que, dit-il, « il faut mettre fin à l'impunité en Guinée. »

## **Afrique du Sud Rentrée politique tumultueuse pour le président Zuma**

Par RFI le 2010-02-15 23:16 Avec notre correspondante à Johannesburg, Clémence Petit-Perrot

Le président sud-africain Jacob Zuma a été attaqué de toutes parts lors de l'ouverture du Parlement ce lundi 15 février 2010. Il n'a pas réussi à convaincre ses adversaires politiques après son discours sur l'état de la Nation de jeudi dernier.

Pour Jacob Zuma, la rentrée politique a été des plus tumultueuses ce lundi 15 février 2010. Lors de l'ouverture du Parlement, le président sud-africain a en effet essuyé des attaques rangées de la part des députés sur son discours sur l'état de la Nation donné la semaine dernière. Un discours censé tracer les grandes directions pour l'année à venir mais qui a été décrit comme étant sans « *contenu ni vision* » par ses adversaires politiques.

Les députés de l'opposition lui ont notamment reproché son manque de stratégie pour lutter contre le chômage et pour améliorer les services de santé et d'éducation.

Le leader du parti Cope, Mfume Dandala, a regretté que le discours ne contienne pas de plan d'action concret contre la criminalité.

Un avis partagé par le syndicat Solidarité, qui a annoncé qu'il avait récolté 16 000 lettres de citoyens inquiets du taux de criminalité toujours record dans le pays. Des lettres qui seront déposées mardi 16 février au Parlement quand Jacob Zuma répondra aux questions des parlementaires.

Le porte-parole du Cope, Philip Dexter, a confirmé que son parti allait lancer une motion de défiance cette semaine contre le président. D'autres partis d'opposition ont déjà annoncé qu'ils soutiendraient cette action.

S'il est presque impossible qu'elle récolte les 2/3 des voix nécessaires pour faire tomber Zuma, une telle motion risque cependant de déstabiliser encore un peu plus, un président politiquement déjà très fragile.